

LA SOUVERAINETÉ

LA DEUXIÈME TENTATIVE DE TRAVERSÉE DU PASSAGE DU NORD-OUEST PAR LE «MANHATTAN»

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Une question pour le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien. Lui ou son ministère ont-ils été avertis du prochain voyage du *Manhattan*, qui s'effectuerait en avril ou en mai prochain?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Je ne crois pas, monsieur l'Orateur, que mon ministère ait reçu une telle demande.

[Traduction]

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Une question supplémentaire à ce sujet et pour faire suite à celle du 2 février, que je viens de retrouver. Puis-je demander au premier ministre si l'on a demandé au gouvernement canadien de consentir à un deuxième voyage du *Manhattan* comme on l'a fait dans le cas du premier voyage?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'ai pas lu le passage que vient de mentionner le député, mais je me souviens que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré qu'on n'avait fait aucune demande concernant un voyage de ce genre.

[Plus tard]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Je voudrais poser au premier ministre une question supplémentaire concernant une autre qu'on a posée il y a quelques instants. Le gouvernement canadien permettrait-il au *Manhattan* de traverser les eaux septentrionales sans qu'il doive obtenir l'autorisation du gouvernement canadien?

Le très hon. M. Trudeau: Merci pour la référence qu'on a donnée à la question précédente. J'ai la réponse du ministre. Si la réponse est correcte, comme je le crois, la question est alors hypothétique. Elle concerne également la première question qu'on m'a posée. Le ministre a fait la déclaration suivante qu'on peut lire à la page 3081 du hansard:

Quant à la question précise de savoir si le gouvernement des États-Unis nous a interrogés au sujet d'un nouveau voyage du *Manhattan*, je pense avoir clairement indiqué dans ma réponse précédente que j'ignorais que le *Manhattan* devait faire un autre voyage. Je me demande même si le gouvernement américain songerait, en fait, à s'en enquerir. Après tout, c'est le *Manhattan* qui entreprendrait le voyage et non point le gouvernement américain.

[M. Haidasz.]

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, il n'y a rien d'hypothétique à la souveraineté du Canada dans le Nord. Ma question au premier ministre se résume à ceci: le gouvernement du Canada insistera-t-il pour qu'aucun voyage semblable ne s'effectue sans sa permission?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, nous pourrions insister que ma grand-mère porte des roues, mais c'est encore une hypothèse.

LA POLLUTION

LES MESURES RELATIVES AUX ÉVENTUALITÉS IMPUTABLES AU PÉTROLE ÉCHAPPÉ DU NAVIRE «ARROW»

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, le 14 janvier 1970, le secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts a déclaré qu'on avait mis au point des mesures pour prévenir l'éventualité de cas de pollution de l'eau par le pétrole. Voici la question que je pose aujourd'hui au ministre ou à son secrétaire parlementaire: A-t-on employé ces mesures dans le cas du pétrole qui s'est échappé du pétrolier *Arrow* récemment, et dans quelle mesure ont-elles réussi selon le ministère?

M. E. F. Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts): Je ne sais si elles ont réussi ou non. Il faudra que je vérifie. Je sais qu'on fait tout ce qui est humainement possible pour enrayer la pollution et je suppose qu'on a employé ces mesures.

[Plus tard]

M. Harding: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à ma première question. Copies de ces projets en cas d'imprévu sont-elles disponibles et si oui où peut-on se les procurer?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LE MINISTÈRE

LA COMMUNICATION TARDIVE DES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS PAR LES DÉPUTÉS

M. Mark Rose (Fraser-Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Vu le problème des députés ordinaires qui doivent parfois attendre jusqu'à deux mois, chose navrante, pour recevoir réponse des ministres à de simples demandes de renseignements, le premier ministre estime-t-il que ce manque d'efficacité dépend de l'imposition d'un régime d'austérité dans la fonction publique, et aurait-il l'obligeance de se renseigner pour nous à ce sujet?